

L'ITALIE

Une économie enlisée

Le pays des marques de luxe est aussi celui d'un grand écart entre régions, d'une dette publique record et d'un taux d'évasion fiscale pénalisant.

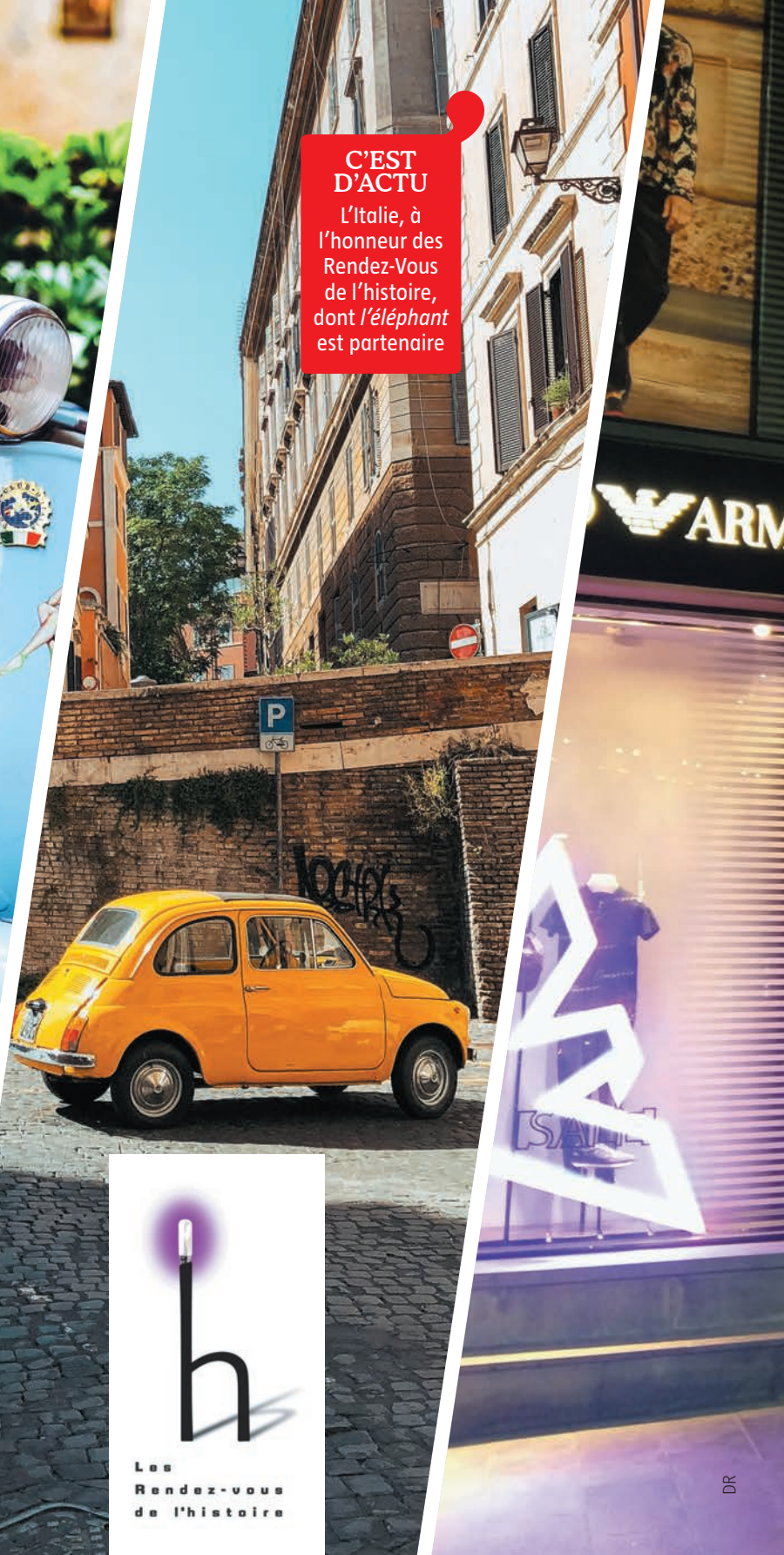
PAR ANNA BONALUME, JOURNALISTE
CARTE ALLIX PIOT

L'Italie est le pays des contrastes. Celui de la *dolce vita*, où de belles rues pavées et des églises de la Renaissance servent de cadre aux échanges secrets de la mafia. Mais allons au-delà de la carte postale et des clichés, fussent-ils poétiques ou souriants. L'Italie n'est pas la belle endormie sur ses trésors du continent européen : en 2018, elle constituait la troisième puissance économique de la zone euro, avec un produit intérieur brut (PIB) de 1 757 milliards d'euros et un PIB par habitant de 29 100 euros¹. Indépendamment des statistiques, le pays a su développer, dans le monde entier, un *made in Italy* véritable gage de qualité. Celui-ci est décliné dans de nombreux domaines industriels, autour de marques reconnues : Fiat, Ferrari, Barilla, Lavazza, Ferrero, Armani, Versace, Gucci, etc. Ces succès sont cependant tempérés par un taux de chômage élevé (10,8 %), une croissance faible et surtout une dette publique explosive de 132 %, classant le pays à la deuxième place de la zone euro après la Grèce et faisant de lui l'un des plus endettés au





C'EST D'ACTU
L'Italie, à l'honneur des Rendez-Vous de l'histoire, dont l'éléphant est partenaire




Les
Rendez-vous
de l'histoire

DR

monde. Ce contraste tient à la fois aux évolutions historiques qu'a connues l'Italie mais aussi aux caractéristiques structurelles de son appareil productif.

Le boom de l'après-guerre

Après la Deuxième Guerre mondiale, et plus précisément dans les années 1950, l'Italie vit une forte accélération de la croissance économique, généralement appelée « boom économique » : le PIB croît très rapidement, avec un rythme annuel de 5,3 %. Les Italiens quittent alors les campagnes pour aller travailler dans les villes du Nord. Cette abondance de main-d'œuvre permet aux entrepreneurs, notamment ceux tournés vers l'exportation, de maintenir le coût du travail à un niveau relativement bas et, parallèlement, d'investir. L'entrée dans le marché commun européen en 1957 favorise également l'ouverture de l'économie italienne vers l'extérieur. Ce dynamisme contribue à faire croître la demande et le revenu national.

Ce cercle vertueux ne profite pas, cependant, à l'ensemble de la péninsule. La croissance a en effet creusé l'écart entre le nord et le sud du pays. Si le Nord est très industrialisé et développé, le Sud continue, encore aujourd'hui, à s'appuyer sur une économie essentiellement agricole. Malgré les multiples plans d'aide économique mis en place par l'État pour cette partie du pays, l'écart n'a cessé de s'accroître. Cette dichotomie économique, baptisée « question méridionale », est une problématique complexe et ancienne. Elle apparaît avec l'unification de l'Italie (voir *l'éléphant* n° 3) à la fin du XIX^e siècle : la croissance du revenu par habitant du centre et du nord du pays commence à s'accroître, portée par l'industrialisation, tandis que celui du Sud croît plus lentement. Encore aujourd'hui, cette distorsion pénalise les performances globales du pays.

Les années 1950 à 1970 sont marquées par un formidable développement des infrastructures

Quiz

1. Laquelle de ces marques n'est pas italienne ?

- Barilla
- Ferrero
- Zara
- Prada

2. Comment appelle-t-on le mode de vie à l'italienne ?

- La dolce gabbana
- La bella vita
- La dolce vita

*1. Zara n'est pas une marque italienne : fondée en 1975, elle est d'origine espagnole.
2. C'est l'expression dolce vita (« douce vie ») qui désigne le mode de vie à l'italienne.
C'est le film du même nom de Federico Fellini, en 1960, qui a construit ce mythe.*

et de la mobilité. Le secteur industriel est le moteur du miracle économique italien, avec la création d'un million d'emplois entre 1951 et 1961, en particulier dans les secteurs mécanique

Le secteur industriel est le moteur du miracle économique italien, avec la création d'un million d'emplois entre 1951 et 1961.

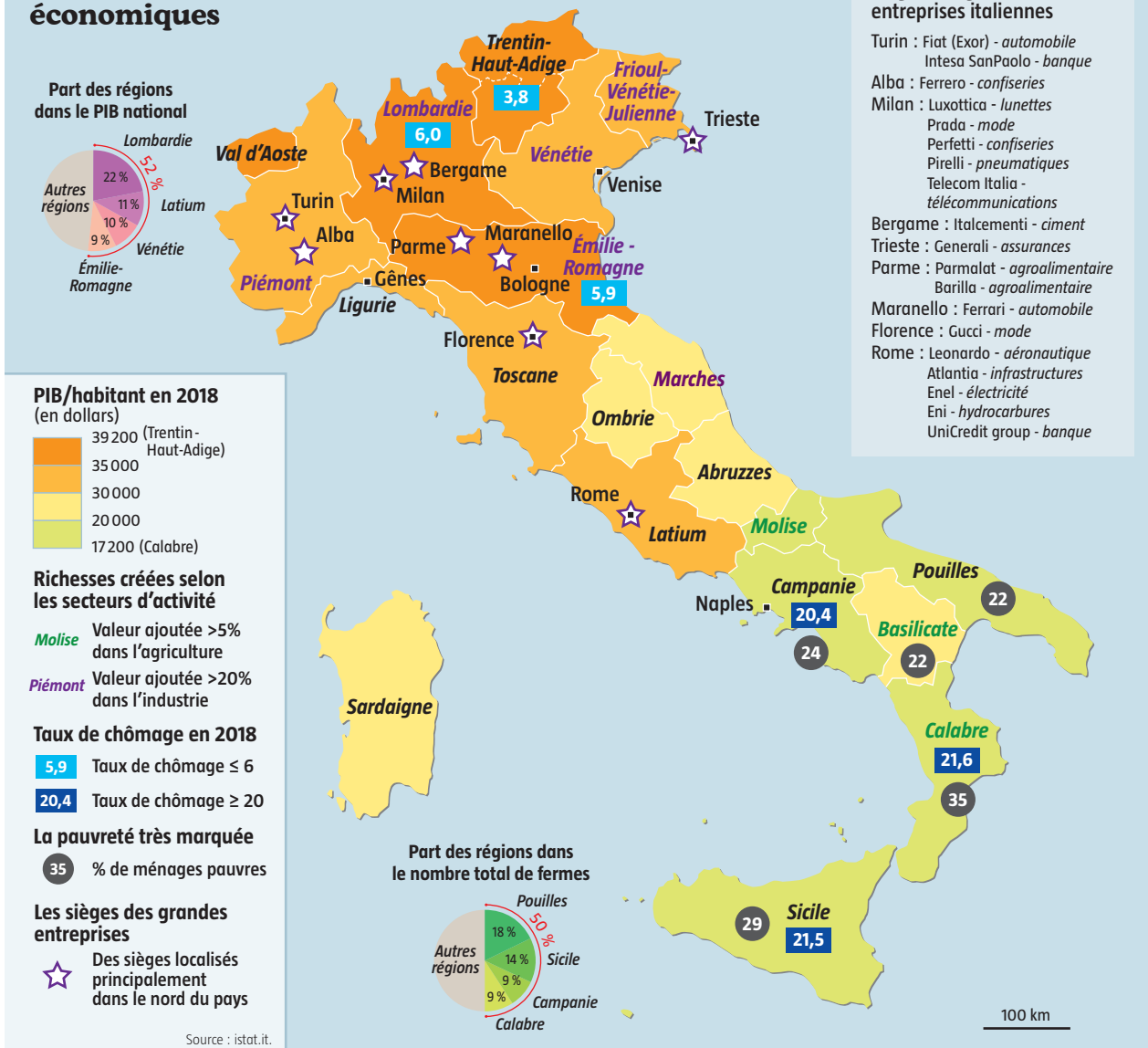
et textile. Comme dans la plupart des pays, cette révolution est possible grâce au transfert de la main-d'œuvre du secteur primaire (agriculture) vers le secteur secondaire (industrie). L'industrie devient le secteur fort du pays, avec l'affirmation de grandes marques. Ainsi, la production automobile se concentre autour d'un duopole constitué d'une entreprise privée, Fiat, et d'une entreprise publique, Alfa Romeo.

Fondée à Turin en 1899 et initialement dirigée par Gianni Agnelli, Fiat est encore aujourd'hui en partie administrée par les membres de cette famille. Elle diversifie dès

JE DIRAI À BRUXELLES LA SEMAINE PROCHAINE : « LAISSEZ-NOUS FAIRE CE QUE DEMANDENT LES ITALIENS : MOINS DE TAXES ET PLUS D'EMPLOIS. » ET S'ILS DISENT NON, NOUS VERRONS BIEN QUI EST LE PLUS OBSTINÉ.
MATTEO SALVINI, JUIN 2019



Les principales données économiques



sa fondation ses activités : elle se lance ainsi, en 1903, dans la production de poids lourds, puis en 1908 dans les moteurs Diesel, avant de s'orienter en 1926 vers la fabrication de moteurs d'aviation puis de s'ouvrir en 1929 au secteur de l'ingénierie civile et des tracteurs agricoles. Fiat fait son entrée en Bourse en 1942. À la fin des années 1970, elle s'engage dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Elle connaît un large succès dans les années 1960 grâce aux investissements dans le secteur des véhicules utilitaires, commercialisés notamment sur le marché italien, alors en explosion. Elle déploie une stratégie d'acquisitions, dont,

● **PIB** Produit intérieur brut. Cet indicateur économique détermine la somme des valeurs ajoutées générées par les entreprises publiques et privées d'une zone géographique.

parmi les plus connues, il convient de citer ses concurrents Lancia en 1969, Alfa Romeo en 1987, Ferrari en 1988 et Maserati en 1993. Au niveau international, l'entreprise signe différents accords et alliances en vue de l'affirmation du groupe, comme celui avec l'URSS en 1966, qui permet l'installation des usines de production de la Fiat 124 au sein de la ville nouvelle de Togliattigrad – du nom de Palmiro Togliatti, fondateur et secrétaire général du Parti communiste italien jusqu'à son décès en 1964. Cette stratégie d'expansion lui permet, au début des années 2000, d'échapper à la crise. Sous l'impulsion de son administrateur général, Sergio



Le Lingotto, première usine du groupe Fiat à Turin, en 1928. L'architecte en est Giacomo Mattè-Trucco. DR

Marchionne, Fiat reprend progressivement le groupe américain Chrysler pour créer en 2014 le géant Fiat Chrysler, aujourd'hui huitième

L'entreprise agro-industrielle Barilla est un symbole de la réussite des champions italiens.

groupe automobile mondial. Les tractations du printemps 2019 sur une éventuelle fusion avec le groupe français Renault en vue de créer le troisième constructeur de voitures mondial tendent à démontrer que cette ambition internationale n'est pas rassasiée.

L'entreprise agro-industrielle Barilla, née à Parme en 1877 d'une famille de boulangers, est un autre symbole de la réussite des champions italiens. Le développement de la société est réel à partir des années 1960. Les années 1990 coïncident avec l'affirmation

d'une véritable stratégie internationale, *via* l'acquisition d'entreprises. Aujourd'hui multinationale et premier producteur de pâtes au monde (avec un chiffre d'affaires de 3,47 milliards d'euros en 2017), Barilla contrôle et distribue les marques italiennes Mulino Bianco (biscuits), Pavesi, Voiello et Academia Barilla, la Suédoise Wasa, la Grecque Misko, la Turque Filiz, les Mexicaines Yemina et Vesta ainsi que la Française Harrys.

L'affirmation des couturiers italiens

Au début des années 1960, la faiblesse du taux de chômage contribue à une augmentation des salaires. Celle-ci se conjugue cependant à des incertitudes sur la croissance des entreprises tournées vers l'export et à un ralentissement économique général. Les entrepreneurs cherchent davantage de stabilité économique et moins de dépendance vis-à-vis de la demande étrangère. Sur le plan politique, la

démocratie chrétienne commence à gouverner avec le parti socialiste au sein de coalitions. Cette nouvelle donne débouche sur une nouvelle direction économique, marquée par un renforcement du contrôle de l'État. Le pays renoue avec la croissance. La situation évolue complètement en 1973 : le système de changes fixes des monnaies établi avec les accords de Bretton Woods se termine et le taux d'inflation augmente rapidement. En 1975, l'Italie connaît alors un épisode de stagflation – soit une croissance faible ou nulle conjuguée à une forte augmentation des prix. Si la croissance reprend à la fin de la décennie, l'inflation reste forte. Le système industriel est moins stimulé et le système financier est faible. La dette publique commence à croître.

Défilé de mode de Gianni Versace en 1992.
STEVE WOOD/REX SHUTTERS/SIPA



● DETTE PUBLIQUE

Ensemble des emprunts qu'un État a contractés et qu'il s'est engagé à rembourser.

● ÉVASION FISCALE

Fuite, légale ou illégale, vers un autre État que le sien pour en exploiter les failles fiscales afin de ne pas payer d'impôts ou de les limiter.

● DUOPOLE

Marché dans lequel seules deux entreprises offrent tel produit ou tel service.

● ACCORDS DE BRETON WOODS

Signé par quarante-quatre pays en 1944, ce traité impose un nouveau système monétaire fondé sur le dollar et non plus sur l'étalon-or.

C'est à cette époque que deux grands couturiers italiens fondent leurs maisons de mode : Giorgio Armani en 1975 et Gianni Versace en 1978. Le premier connaît très vite un succès international : le film *American Gigolo*, dans lequel la star américaine naissante Richard Gere porte ses vêtements, consacre le couturier à l'étranger. Entre la fin des années 1970 et les années 1980, Armani ou Versace, tout comme la maison Gucci, fondée en 1921, ou Prada, créée en 1913, s'imposent et contribuent au succès du *made in Italy* en faisant de Milan une capitale mondiale de la mode. Les couturiers se font connaître au Japon, aux États-Unis puis en Russie. Et si, en termes de volume de ventes, la France se situe à la première place mondiale du luxe, l'Italie reste – de loin – leader en termes de nombres d'entreprises dans ce segment : vingt-quatre sociétés italiennes figurent dans le Top 100 mondial², dont les deux tiers dans le secteur de l'habillement et des chaussures.

Le fardeau de la dette publique

Pendant la décennie des années 1980, le niveau de la dette publique fait plus que doubler, pour dépasser les 110 %. Au début des années 1990, l'Italie s'engage dans une réduction de cet endettement par des mesures fiscales très restrictives. Cette phase d'assainissement dure une dizaine d'années. Jusqu'en 2000, le pays connaît une augmentation du taux de chômage, accompagnée d'une réduction des salaires. En effet, c'est l'époque de l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui se traduit par un élargissement de la concurrence affaiblissant l'économie italienne. La structure de production devient de plus en plus fragile et, lorsque la crise économique éclate en 2008 – la « grande récession » –, le pays se caractérise par la petite taille de ses entreprises en comparaison de leurs homologues européennes, une forte dépendance au crédit bancaire et une spécialisation dans les secteurs du tourisme, de l'agro-alimentaire et des produits de luxe. Les efforts réalisés sur la dette publique sont anéantis : la courbe repart à la hausse.

À partir de l'année 1993, qui marque le début du mandat comme président du Conseil des ministres de Carlo Azeglio Ciampi, ancien gouverneur de la Banque d'Italie, les crises de la majorité conduisent ce dernier à nommer successivement différents gouvernements techniques ou institutionnels afin de mener des réformes politiques et économiques. L'économiste Mario Monti, président du Conseil des ministres entre 2011 et 2013, fait approuver différentes lois pour revoir les dépenses et diminuer l'endettement. En 2015, l'Italie retrouve une légère croissance du PIB (0,8 %) après trois ans difficiles.

L'amélioration de 2017 ne s'est pas stabilisée, frappant aujourd'hui le paysage économique italien de nombreuses incertitudes. Sur les vingt dernières années, le PIB par habitant dans la zone euro a crû de 15 % alors qu'il n'a pas bougé en Italie. Plus récemment, les efforts réalisés pour renforcer le système de production et pour le rendre plus compétitif à l'échelle internationale ont été faibles et peu efficaces. Le pays a souffert à la fois du manque d'un grand plan d'investissements dans l'innovation et de la réduction considérable des dépenses publiques destinées à la recherche et au développement. Mais la situation actuelle de l'Italie ne s'explique pas par les seules données de la croissance et de la production. D'autres facteurs affectent le système économique et politique : un taux d'évasion fiscale et de corruption parmi les plus élevés en Europe, un excès de bureaucratie, la lenteur du système judiciaire, le déclin démographique et – toujours – un écart important entre le Nord et le Sud.

Évasion fiscale et clivage régional, deux plaies ouvertes

Par définition, le calcul de ce qui échappe aux caisses de l'État du fait de l'évasion fiscale est compliqué : d'après une étude récente du Tax Research LLP, l'Italie est le pays dont le taux d'évasion fiscale est le plus élevé en Europe, avec 190 milliards d'euros perdus par an. Le *tax gap*, c'est-à-dire le rapport entre l'argent sous-trait aux caisses de l'État et les entrées fiscales

Les grands chiffres de l'économie italienne



PIB

1 757 MILLIARDS D'EUROS
soit 18 % du PIB de la zone euro (Allemagne 30 %, France 21 %)



PIB par habitant

29 100 euros
(zone euro 33 900, France 35 000)



10,8 %
TAUX DE CHÔMAGE



132,2 %
(ZONE EURO 85,1 %)
Ratio de la dette publique par rapport au PIB



TAILLE MOYENNE DES ENTREPRISES

3,7 personnes par unité
(Espagne 4,5 France 5 Allemagne 11,7)



810 800
(FRANCE 641 600)

Nombre de personnes employées dans l'agriculture

PME

95 % DU TOTAL DES ENTREPRISES
46,8 % DU TOTAL DES EMPLOIS
29,7 % DE LA VALEUR AJOUTÉE TOTALE

Sources : Eurostat, ISTAT.



Paysage de la région des Pouilles. DR

de celui-ci, s'élève à 23,29 % : cela signifie que, pour chaque euro encaissé par le fisc italien, environ 23 centimes se volatilisent. Pour comprendre les raisons de ce record, il faut consi-

Évasion fiscale, corruption, carences des services sanitaires : le Sud creuse sa différence depuis la crise de 2008.

dérer la composition du tissu économique italien. Celui-ci est constitué essentiellement de petites et moyennes entreprises et par un nombre important de travailleurs indépendants : ceux-ci peuvent plus facilement échapper au fisc. Comme le remarque l'économiste Carlo Cottarelli, le mécanisme de l'évasion fiscale permet aux entreprises les moins productives de survivre, tandis que les plus efficaces préfèrent investir à l'étranger. De plus, il faut considérer l'emploi massif d'argent liquide dans la péninsule (86 % des volumes selon la Banque d'Italie) : la population italienne n'a pas l'habitude d'employer une carte bancaire pour

effectuer ses paiements et, de fait, un nombre important de transactions est intraçable.

Autre problème majeur persistant, celui de la question méridionale. La crise de 2008 a beaucoup plus touché le Sud que le Nord : selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), « au cours de la période 1995-2016, la valeur ajoutée par travailleur (productivité du travail) dans le secteur manufacturier a chuté de plus de 20 % dans le Sud, contre seulement 11 % dans le Nord ». Cet écart se retrouve dans un différentiel de revenu (environ 56 % par rapport au Nord) et dans les investissements : pendant la crise, ceux-ci se sont davantage effondrés dans le Sud que dans le Nord. Cela a eu pour conséquence un accroissement considérable de l'écart du taux de chômage entre les deux espaces : en 2018, il s'élevait à 6,6 % de la population active au Nord, contre 18,4 % au Sud.

Dans ce contexte, le Sud bénéficie de deux programmes de financement : un plan national pour le Sud et les fonds structurels de l'Union européenne. Jusqu'à présent, ces fonds ont été destinés principalement au financement des infrastructures, au détriment d'actions vouées à la restauration du système entrepreneurial, mesure indispensable à l'essor de la région.

Cette distorsion Nord-Sud ne se résume pas pour autant à une divergence économique. D'après l'index de la qualité des administrations publiques publié par la Commission européenne (European Quality of Government Index), le Sud se caractérise aussi par la faiblesse

des performances de son administration publique : ainsi, sur 236 régions européennes, celles du sud de l'Italie sont classées au-delà de la 200^e place. Les raisons de ce classement sont nombreuses : taux élevé d'évasion fiscale, phénomène de corruption,

retard dans la réalisation des œuvres publiques et carences dans les services sanitaires locaux. Dans le domaine de l'éducation, le rapport de l'Organisation de coopération

L'ITALIE EST UN PAYS PROSPÈRE. NOUS CONSTATONS QUE LA CONSOMMATION N'A PAS BAISSÉ, QUE LES RESTAURANTS SONT PLEINS. [...] JE NE PENSE PAS QUE, SI VOUS ALLEZ VIVRE EN ITALIE, VOUS PENSERIEZ QUE L'ITALIE RESSEMBLE À UN PAYS EN CRISE.

SILVIO BERLUSCONI





L'usine Bugatti à Campogalliano, à l'abandon depuis 1995. MEDIA DRUM WORLD/IPA/SIPA

et de développement économiques (OCDE) *Stratégie pour les compétences Italie 2017* souligne une variation substantielle des performances des étudiants ainsi qu'une différence d'accès à l'éducation et de qualité de l'enseignement entre les deux parties du pays.

Les entreprises de moins de 250 employés représentent la colonne vertébrale de l'économie.

En arrière-plan de ces données économiques se profile une chute démographique : selon le rapport ISTAT, plus de 439 000 enfants sont nés en 2018, soit près de 140 000 de moins qu'en 2008. Au cours des dernières décennies, le pays a enregistré un vieillissement important de sa population : au 1^{er} janvier 2019, on comptait environ 2,2 millions de personnes âgées de 85 ans et plus, c'est-à-dire 3,6 % de la population résidente. Ces signes de récession démographique peuvent laisser craindre une potentielle menace pour la soutenabilité du système du pays.

Malgré ces difficultés, l'Italie maintient un excédent commercial important d'environ 50 milliards d'euros, en particulier grâce aux entreprises du Nord qui exportent à l'international. Elle bénéficie d'un esprit entrepreneurial marqué, point fort de son économie. Aujourd'hui, les entreprises de moins de 250 employés représentent la colonne vertébrale de son économie : elles constituent 95 % du tissu d'entreprises³, emploient 80 % des salariés et produisent 67 % du PIB – un niveau parmi les plus élevés des pays de l'OCDE. D'après la Commission européenne, après une croissance de 0,9 % en 2018, les prévisions de croissance pour l'année 2019 sont cependant faibles : « l'incertitude politique » élevée serait l'un des facteurs du prolongement de l'actuel ralentissement économique italien, plus marqué que dans d'autres pays européens. Le pays de la Renaissance et des champions du *made in Italy* sera-t-il capable de se relever et d'entamer un processus de renaissance économique ? ●

1. Tous les chiffres contenus dans cet article sont issus de l'institut national de la statistique italien ISTAT et d'Eurostat.

2. Source : rapport *Global Powers of Luxury Goods*, Deloitte, avril 2019.

3. Source : *Eco Perspectives*, BNP Paribas, 2018.